2015 / 2e semestre

№ 32

Nouvelle série

SOCIO-ANTHROPOLOGIE

Habiter

Numéro dirigé par

Laurence Costes

PUBLICATIONS DE LA SORBONNE

Habiter autrement pour vieillir autrement

Motivations et engagements de femmes retraitées européennes

ANNE LABIT

Résumé

Cet article part d'un constat : dans les groupes de citoyens qui se rassemblent aujourd'hui en Europe autour de la volonté de concevoir et de gérer ensemble un habitat qui favoriserait la solidarité entre eux, on rencontre souvent des femmes, approchant ou ayant atteint l'âge de la retraite, vivant seules plutôt qu'en couple. Pourtant, cette présence importante des femmes âgées dans ce qu'on appelle le renouveau de l'habitat participatif – et qu'on observe aussi au travers de l'émergence de projets portés exclusivement par elles – est très peu analysée. À partir d'une vaste enquête de type qualitatif menée dans quatre pays européens, on tente d'approcher au plus près les motivations, les parcours et les formes d'engagement de ces *mamy-boomers* qui souhaitent habiter, habitent ou ont habité dans des projets de type participatif et solidaire.

Mots-clés : *participation, solidarité, vieillissement, genre, Europe*

Abstract

This article is based on the observation that women nearing or having reached the retirement age, and who live alone rather than in a relationship, are often numerous within the groups of citizens that are currently coalescing in Europe with the aim of collectively creating and managing a living environment designed to encourage mutual solidarity. Yet the high number of older women in what is known as the revival of cohousing—and which can also be observed in the emergence of women-only projects—has rarely been analyzed. Through an extensive qualitative survey conducted in four European countries, this paper attempts to pinpoint the motivations, backgrounds and forms of engagement of these "granny boomers" who (wish to) live in or have lived in participatory and socially cohesive projects of this type.

Keywords: *Participation, Solidarity, Ageing, Gender, Europe*

Dans de nombreux pays en Europe fleurissent des expérimentations en matière d'habitat menées au nom de valeurs telles que le développement durable, la participation démocratique ou encore l'inclusion sociale. Outre une dimension écologique souvent présente, mais qui n'est pas celle que nous privilégions dans le cadre de nos recherches, ces expérimentations présentent deux caractéristiques qui retiennent notre attention :

- l'implication des citoyens dans la conception et la gestion de leur habitat, aux côtés des opérateurs traditionnels du logement (bailleurs, promoteurs, architectes, communes, etc.) ;
- la définition d'un contrat d'entraide et de vie collective entre les habitants, qui tout en disposant de logements indépendants, partagent espaces et activités communs.

Au-delà de la diversité des personnes qui portent ces expérimentations, on ne peut faire l'économie du constat suivant : dans les groupes de citoyens qui se rassemblent autour de la volonté de concevoir et de gérer ensemble un habitat qui favoriserait la solidarité entre eux, on rencontre souvent des femmes, approchant ou ayant atteint l'âge de la retraite, vivant seules plutôt qu'en couple. Ce constat, qui peut être fait en France mais aussi ailleurs en Europe, interroge. Qui sont ces femmes ? De quelles « classes » sociales et culturelles sont-elles issues ? Pourquoi et sur quelles bases cherchent-elles à construire une alternative d'habitat dans la vieillesse ? Au-delà du pourquoi, on s'interroge aussi sur le comment. Comment ces femmes habitent-elles leur projet participatif et solidaire lorsqu'elles ont réussi à le réaliser ? Quelles formes de solidarité se développent au quotidien entre les habitant-e-s ? Comment se prennent les décisions et se règlent les conflits ? Vieillit-on mieux qu'ailleurs dans ce type d'habitat ?

Notre article veut apporter des réponses à l'ensemble de ces questions à partir d'une vaste enquête menée entre 2008 et 2012 dans quatre pays (France, Allemagne, Suède, Angleterre) selon une méthodologie qualitative combinant entretiens semi-directifs avec des femmes vieillissantes et observations participantes dans quelques habitats. À partir de ce corpus, nous tentons de comprendre les motivations, les parcours et les formes d'engagement de ces *mamy-boomers* qui souhaitent habiter, habitent ou ont habité dans des projets dits « participatifs et solidaires ». Se dessinent alors, portés par ces femmes, un regard critique et une proposition alternative sur les formes d'habiter contemporaines, les rapports de genre et la famille traditionnelle, la place de la vieillesse dans nos sociétés.

Dans une première partie, nous reviendrons sur les « raisons » contextuelles susceptibles d'expliquer cette forte présence des femmes vieillissantes dans les groupes initiateurs de projets d'habitat participatifs et solidaires (ou « collaboratifs » pour reprendre la terminologie anglo-saxonne en vigueur dans les pays investigués en

dehors de la France). Nous présentons également notre méthodologie et les différents projets dans lesquels nous avons enquêté. Les deux parties suivantes sont consacrées à approcher au plus près le vécu de ces femmes qui initient des projets, les habitent, les quittent parfois. Nous constatons alors que le temps des militantes, qui conçoivent ces projets et se battent pour les réaliser n'est pas forcément celui des habitantes, qui les vivent au quotidien dans la durée.

Habiter et vieillir autrement en Europe : la solidarité au-delà de la participation

En France, le vocable d'« habitat participatif » retenu par la loi pour un Accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR) tend à s'imposer pour résumer l'ensemble des expériences en cours en matière d'habiter autrement. Ce terme supplante désormais tous ceux qui avaient pu être utilisés et témoignaient de réalités antérieures (l'« habitat groupé autogéré » des années 1970 et 1980), étrangères (« habitat communautaire » ou « collaboratif » en Europe du nord) ou encore d'une vision politique de ce que doit être cette forme d'habitat (« habitat coopératif » référant au mouvement coopératif ou « habitat solidaire » référant à l'économie sociale et solidaire). La loi ALUR, en reconnaissant les nouveaux statuts de coopératives d'habitants et de sociétés d'autopromotion, met l'accent sur la mission de promotion immobilière originale qui doit permettre aux habitants de participer à la définition et la conception de leurs logements et des espaces communs. Cependant, au-delà de la participation des habitants à la conception et la gestion de leur habitat au quotidien, les projets actuels revendiquent aussi la construction d'un vivre ensemble en solidarité. Cette dimension « solidaire » de l'habitat participatif est en France relativement minorée, aussi bien dans la loi ALUR (Cariou, 2013) que dans les recherches consacrées à l'habitat participatif. Ces recherches s'interrogent au contraire sur les logiques d'exclusion ou d'entre-soi à l'œuvre dans cette nouvelle forme d'habitat (Vermeersch, 2008 ; Carriou, 2014). De fait, l'habitat participatif en France, de par les capitaux économiques, sociaux ou culturels qu'il suppose chez les habitants qui parviennent à réaliser leur projet, exclut encore de larges franges de la population.

Sortir du contexte français pour considérer cette question d'un habiter autrement, invite toutefois à revaloriser la dimension solidaire d'un habitat qu'on appellera ailleurs communautaire (par exemple en Allemagne) ou collaboratif (par exemple en Suède). De fait, dans nombre de pays européens, les projets réalisés de même que les recherches consacrées à leur analyse, mettent l'accent sur les logiques d'entraide mises en œuvre par les habitants pour organiser leur vie commune dans un souci d'inclusion et de mutualisation face

à la vulnérabilité, que celle-ci soit temporaire ou permanente (isolement, handicap, précarité économique, monoparentalité, etc.)[1]. La mise en œuvre d'un vivre ensemble susceptible de favoriser le « bien vieillir » est l'un de ces enjeux majeurs auxquels l'habitat participatif entend répondre dès lors qu'il se veut aussi solidaire.

Le contexte actuel semble favorable au développement de l'habitat participatif en lien avec la prise en compte, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, du vieillissement accéléré de la société européenne (Labit, 2015). La fameuse génération des *boomers*, nés à partir de 1946, arrive en effet à l'âge de la retraite. Cette génération de retraités est nombreuse, en bonne santé, dispose de moyens économiques et est bien éduquée comparativement aux générations de retraités qui l'ont précédée (Haber, 2009). De plus, cette génération, qui a connu voire participé directement aux grands mouvements sociaux des années 1970 (féminisme, écologie, etc.), est en demande d'une autre façon de vieillir (Bruns *et al.*, 2007). Refusant la solitude et la passivité trop souvent associées à la vieillesse de leurs propres parents, les *boomers* sont en demande de lien et de participation. La solidarité et la citoyenneté actives, qui correspondent à une demande forte de cette nouvelle génération de retraités, se trouvent justement encouragées par les pouvoirs publics dans un contexte de crise de l'État providence.

Plus nombreuses que les hommes lorsqu'elles avancent en âge, plus souvent seules (divorcées, veuves ou célibataires) et disposant de retraites inférieures à celles des hommes, les femmes ont peut-être encore plus besoin de ce mode d'habiter pour vieillir que les hommes (Becker, 2009 ; Labit, 2009 ; Brenton, 2013). Les femmes âgées apparaissent en tout cas à l'avant-garde de ce mouvement. Nos analyses de la littérature scientifique internationale et nos propres enquêtes de terrain dans quatre pays européens montrent qu'elles sont présentes en nombre dans la plupart des projets, en étant souvent à leur initiative. On observe également l'émergence de projets intergénérationnels réservés aux femmes – en particulier en Allemagne – qui souhaitent permettre une entraide au quotidien entre femmes élevant seules leurs enfants et femmes vieillissantes. Les femmes représentent l'écrasante majorité des projets portés par les seniors qui se développent dans de nombreux pays. Enfin, quelques projets sont exclusivement pensés pour et par des femmes âgées. Cette présence massive des femmes âgées dans ce qu'on appelle parfois le renouveau de l'habitat participatif, pourtant évidente, est très peu analysée, en particulier en France. De fait, si la première vague de l'habitat participatif des années 1970-1980, qu'on appelait habitat groupé autogéré en France, a pu correspondre à un souhait des jeunes

1 Voir par exemple : Van Geertsom, 2006 ; Lafond et Honeck, 2012.

parents de s'entraider dans l'éducation de leurs enfants (D'Orazio, 2014), le renouveau actuel peut correspondre à un désir d'entraide entre générations, voir entre retraité-e-s. En Suède, les jeunes féministes élevant des enfants dans les années 1970 et 1980 ont souhaité lutter contre l'inégalité de la répartition des tâches domestiques en les collectivisant au sein de l'habitat collaboratif, et souhaitent aujourd'hui mieux vieillir en s'entraidant au sein d'un habitat collaboratif dit « pour la deuxième moitié de vie » (Sangregorio, 2000 ; Vestbro, 2010).

Notre corpus d'enquête est essentiellement constitué de près d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs menés avec des femmes souhaitant habiter, habitant ou ayant habité dans des projets de type participatif. Les projets sont divers et reflètent les réalités des quatre pays investigués (voir tableau)[2]. Notre matériau d'enquête est complété par des données collectées lors d'observations participantes dans des habitats où nous avons résidé quelque temps nous-mêmes.

Pays	Type d'habitat enquêté	Corpus
France	- Projet d'immeuble pour femmes âgées (non encore réalisé à la date de l'enquête)	8 entretiens
	- Colocation de 3 femmes dans une grande maison	3 entretiens
	- Colocation de seniors dans une grande maison (dissoute)	2 entretiens
Allemagne	- Immeuble pour femmes âgées	8 entretiens + observation
	- Immeuble intergénérationnel	3 entretiens + observation
	- Immeuble intergénérationnel pour femmes	5 entretiens
Suède	- Cité de plusieurs immeubles intergénérationnels	7 entretiens + observation
Angleterre	- Projet d'immeuble pour femmes âgées (non encore réalisé à la date de l'enquête)	2 entretiens
	- Ensemble de maisonnées en communauté intergénérationnelle	3 entretiens + observation
	- Ensemble d'appartements en village intergénérationnel	5 entretiens

2 Ainsi, en France, avons-nous enquêté dans des habitats de type colocations, qui ne sont pas des habitats participatifs au sens strict du terme (dans la mesure où le logement privatif n'est pas toujours entièrement équipé et peut consister en une simple chambre) mais qui sont pour l'instant l'une des modalités souvent choisie par les retraités qui ne parviennent pas facilement ou rapidement à réaliser un habitat participatif.

Nous avons présenté ailleurs (Labit, 2013a ; 2013b ; 2015) nos analyses des contextes institutionnels dans lesquels se développe l'habitat participatif, qui peut présenter des visages assez différents d'un pays à l'autre (développement dans le cadre du locatif ou de la propriété, appui des partenaires publics ou non, taille plus ou moins importante des réalisations, etc.). Au-delà de toutes ces différences entre les projets étudiés, nous nous centrons ici sur la place des femmes âgées dans ces projets. Qui sont ces femmes qui montent des projets, se battent souvent de très longues années pour les voir aboutir, les quittent parfois lorsqu'ils sont réalisés ou bien encore les rejoignent après leur début ? Quels sont leurs motivations et leurs parcours ?

La projection dans un habitat idéal pour vieillir : le temps des militantes

Nous envisageons ici deux questions : celle des « profils » des femmes qui initient ou rejoignent des projets participatifs et solidaires ; celle des « raisons » qu'elles donnent à de tels choix. Nous tentons surtout de relier ces deux questions : les raisons d'initier ou de rejoindre un projet d'habitat participatif et solidaire pour vieillir sont-elles inscrites dans les profils de ces femmes ? En d'autres termes, ces projets sont-ils l'apanage d'un « certain type de femme » (et lequel) ?

Nous tentons de répondre à cette question à partir de l'analyse de données qualitatives récoltées par entretiens semi-directifs auprès de 46 femmes. Les femmes rencontrées étaient âgées de 54 à 83 ans au moment des enquêtes. La plupart vivaient seules, pour des raisons diverses : veuvage, divorce, célibat. Un peu moins de la moitié n'ont pas eu d'enfants. Si l'on ne peut déduire de ces éléments qu'il s'agit là du profil le plus répandu chez les femmes qui initient ou rejoignent des projets d'habitat participatifs, on remarque que c'est bien dans cette expérience de la solitude ou de la « rupture » que s'enracine parfois le choix d'un tel habitat.

> Beaucoup d'entre nous d'une façon ou d'une autre on... il y aura eu une famille éclatée. Ou bien notre famille de naissance, ou bien notre famille qu'on aura créée et je pense qu'automatiquement... moi des fois maintenant je me dis ici c'est une grande famille quoi, malgré tout. (Mme R., 54 ans, habitante d'un ensemble intergénérationnel de maisonnées en Angleterre)

Pour autant, la situation familiale est loin d'être le seul élément à considérer. Des éléments concernant les professions exercées et les engagements (militants, citoyens, religieux ou spirituels) apportent d'autres éclairages. On ne trouve dans notre échantillon aucune femme restée sans activité professionnelle sur le long terme, alors

que cette caractéristique pourrait être la marque d'une partie des femmes de cette génération (en particulier en Allemagne où le taux d'activité des femmes a été longtemps inférieur à ce qu'il était dans d'autres pays européens). Si l'on trouve une grande variété de métiers exercés, on constate qu'ils appartiennent majoritairement au monde du « service » : éducation, social, santé (ce qui constitue la marque de l'emploi féminin en général). Les origines sociales sont très diverses, mais le capital culturel est souvent présent, acquis via des études universitaires ou plus souvent encore via ce que l'on résumera sous le vocale d'« éducation populaire ».

La majorité des femmes interviewées se rattachent, d'une manière plus ou moins active, à un corpus de valeurs auquel elles réfèrent leur parcours et, *in fine*, leur choix de cette forme particulière d'habitat participatif et solidaire. Une analyse plus fine nous conduirait à distinguer ces corpus de valeurs suivant les pays : les anglaises faisant plus souvent références à des valeurs philosophiques ou spirituelles (Anthroposophie, Bouddhisme, Quakerisme, etc.) que les autres femmes interviewées qui se réfèrent à des valeurs politiques ou religieuses plus « classiques » (social-démocratie, écologie, syndicalisme, catholicisme). Le militantisme actif (au sein d'un parti, d'un syndicat, du monde associatif) est fréquent[3]. Des expériences antérieures de vie en colocation, en squat, en communauté ou en éco-village sont également évoquées. Plusieurs femmes font part d'« expériences alternatives » dans le domaine professionnel (pédagogies alternatives, thérapies alternatives, agriculture biologique, etc.). Enfin, le féminisme est une référence politique importante chez la plupart des femmes rencontrées, même si celle-ci est plus ou moins affirmée. Mme N., 69 ans, résume ainsi les raisons de rejoindre le projet français porté par des femmes vieillissantes :

> À la base faut d'abord une solitude... faut une raison... à mon avis c'est une solitude... et faut être de gauche aussi, j'imagine pas que quelqu'un de droite aurait envie de partager... faut être aussi féministe, faut le dire aussi parce que moi je connais plein de copines qui disent : « ah ben non, moi j'suis pas féministe », elles ont un peu honte... ça m'énerve beaucoup ça.

Plus globalement, ce sont bien les valeurs d'émancipation individuelle liées au mouvement de Mai 68 que ces femmes ont toutes, à des degrés divers, expérimentées. La question de la rupture par rapport au modèle familial traditionnel – l'expérience concrète du divorce ou de l'avortement chez certaines d'entre elles – aussi bien

3 Précisons qu'il est une condition d'adhésion au projet dans le cas des deux habitats réservés à des femmes âgées en France et en Allemagne.

que l'inscription dans une carrière professionnelle, et éventuellement militante, constituent le vécu de la plupart de ces femmes et est relié, de façon plus ou moins explicite, à ce projet d'habitat alternatif. Ces expériences de rupture par rapport à un modèle traditionnel (celui vécu par leurs mères) se prolongent, l'âge venu, dans un discours critique sur l'offre traditionnelle d'habitat dans la vieillesse, représentée aussi bien par le maintien à domicile que par l'institution médicalisée.

> J'habitais un grand appartement avec une amie qui avait le même âge que moi et que je connaissais depuis plus de dix ans par mon travail. Et quand nous avons abordé la cinquantaine, mon amie m'a dit : bon il faut qu'on réfléchisse comment on voudra vivre quand on sera vieilles, sûrement pas toute seule dans un appartement sans que personne ne le sache si on meurt. (Mme K., 74 ans, fondatrice et habitante d'un immeuble intergénérationnel en Allemagne)

> Jamais je n'irai en maison de retraite, quoiqu'il arrive [...] J'ai eu l'expérience de ma grand-mère c'est vrai, mais j'ai surtout l'expérience de la société, j'ai lu énormément de choses, je sais que ça existe, j'ai pas besoin de l'avoir vécu pour être sensible à ce problème [...] la moindre des dignités humaines c'est d'avoir un espace, ça permet de se préserver, on perd toute intimité dans les maisons de retraite. (Mme N., 69 ans, membre d'un projet d'immeuble pour femmes âgées en France)

Que les femmes interviewées connaissent la fameuse « maison de retraite » de l'intérieur – pour y avoir visité un parent/un(e) ami(e) ou pour y avoir travaillé en tant qu'infirmière (ce qui est le cas de plusieurs des femmes rencontrées) – ou pas, son rejet est massif. Plusieurs femmes évoquent la vieillesse de leurs parents, l'accompagnement difficile qu'elles ont réalisé auprès d'eux et l'impératif d'éviter cela à leurs propres enfants lorsqu'elles en ont. Se dessine ainsi, en creux de ces profils et de ces parcours de vie, une partie importante des raisons du choix d'une forme alternative d'habitat dans la vieillesse.

Pour autant, ces motivations ne sont pas forcément les seules. Il est nécessaire de distinguer ici le discours des initiatrices de ces projets[4], marqué par une démarche volontaire, du discours de celles qui ont rejoint ces projets alors qu'ils étaient déjà réalisés ou sur le point d'aboutir. Ces dernières évoquent pour leur part tout autant

4 Les initiatrices ou fondatrices représentent un peu moins du tiers de notre échantillon.

une affinité plus ou moins prononcée avec ce concept d'habitat, que des « circonstances » personnelles les ayant conduites à envisager une mobilité résidentielle : la perte de son logement (ou en tout cas une insatisfaction par rapport à ce dernier), un départ en retraite, un deuil, une rupture, une mobilité professionnelle, une perte d'emploi, ou encore l'envie de « vivre autre chose » ou de « vivre ailleurs ». Dans cette période de recherche, plus ou moins active, d'un nouveau logement, on entend alors parler du projet par une annonce/un reportage, par des personnes qui y vivent/le connaissent, voire « par hasard ». Ce nouveau logement sera choisi en pleine conscience de ce qu'il représente en termes de vie collective, mais ce n'est pas le seul élément de choix invoqué : la qualité du logement lui-même et sa localisation sont aussi prises en compte, de même que le fait qu'il soit entièrement équipé et permette donc une vie indépendante du collectif.

La balance entre espace/vie commun-e et espace/vie privé-e est précisément ce qui constitue le cœur, parfois problématique, de l'expérience vécue en habitat collaboratif. Au-delà des motivations à initier ou rejoindre un tel habitat, nous abordons à présent la réalité de cette expérience pour celles qui la vivent au quotidien.

À la recherche d'un équilibre entre privé et commun : le temps des habitantes

Fortement idéalisé, autour de la notion d'alternative à l'offre traditionnelle d'habitat, le projet est parfois vécu comme décevant lorsqu'il devient réel. C'est chez les femmes pour qui le projet a été porté pendant de longues années, dans une démarche militante qui s'est heurtée à de multiples obstacles, que le passage au réel peut s'avérer le plus cruel. Cette période qui sépare l'émergence du projet de sa réalisation concrète est particulièrement longue dans le cas des projets exclusivement portés par des femmes[5]. Paradoxalement, on observe que de nombreuses femmes parmi les plus investies dans la conception et la mise en œuvre du projet décident finalement de ne pas l'habiter ou encore le quittent assez rapidement après sa réalisation. Chez ces militantes, les compromis entre le projet idéal et le projet réel semblent un prix trop lourd à payer[6]. Les attentes vis-à-vis

5 Une vingtaine d'années pour le projet intergénérationnel de femmes en Allemagne ; treize ans pour le projet de femmes âgées en France ; tandis que le projet de femmes âgées en Angleterre n'est toujours pas réalisé au bout de seize ans. Échappe à cette règle le projet de femmes âgées en Allemagne, porté par un bailleur et soutenu par les pouvoirs publics, qui n'aura nécessité que trois ans pour être mené à bien.

6 On laisse ici de côté le cas des femmes qui souhaitent militer pour que cette offre alternative existe sans pour autant l'envisager pour elles-mêmes.

de tels projets sont fortes, comme l'illustre ce propos de l'une des membres du projet français réservé à des femmes âgées :

> On est tournées vers un avenir qui sera peut-être long, qui sera peut-être bref, on n'en sait rien... on est tournées vers quelque chose de nouveau, des amitiés nouvelles, des perspectives nouvelles, c'est vraiment formidable à nos âges [...] On profitera dans le meilleur sens du terme les unes des autres. (Mme D., 77 ans)

Ces attentes risquent alors d'être déçues, comme l'illustre cette fois le propos de l'une des habitantes d'un projet équivalent, réservé à des femmes âgées, qui fonctionne depuis plusieurs années en Allemagne :

> Au début je me suis quand même imaginé plus d'amitié et de consensus, plus de communication [...] Nous pensons toutes, à l'âge que l'on a, que l'on a trouvé le bon chemin, et là, ce sont onze chemins différents... Nous sommes toutes individualistes donc ça pose des problèmes. Il faut être très tolérante et être prête à changer des habitudes. Je pense que c'est plus difficile que ce qu'on pense. C'est fatigant [...] Le grand succès c'est qu'on vive déjà ensemble depuis cinq ans. (Mme K., 66 ans)

Si de nombreuses difficultés, d'ordre juridique, financier, architectural, etc. marquent la phase d'élaboration des projets, lorsqu'ils sont enfin réalisés, ce sont les difficultés liées à la vie du groupe qui deviennent les plus prégnantes. Comment maintenir une vie commune dans la durée ?

> Au début on faisait beaucoup de choses ensemble. On a aménagé différentes pièces, et on faisait la cuisine... ils font toujours la cuisine, mais à l'époque c'était plus intense, et on faisait plein de choses ensemble beaucoup plus que maintenant [...]. Je pense que beaucoup de gens emménagent ici et ils ne savent pas que c'est une maison spéciale, où des choses sont demandées à ceux qui emménagent, ils n'ont pas assez d'information là-dessus, et de plus en plus ça devient comme n'importe quelle maison normale, juste avec des appartements. (Mme S., 82 ans, habitante d'un grand ensemble intergénérationnel en Suède)

Comment résoudre les inévitables conflits qui ne manquent pas d'advenir ? Comment organiser la circulation de la parole au sein du groupe ? Quelles règles se donner pour prendre des décisions collectives ?

> Les réunions étaient stériles parce qu'il aurait fallu qu'on mette au point des règles, mais qu'on n'avait jamais pu mettre au point puisqu'on n'a jamais été le groupe définitif, les réunions c'était pour dire : qu'est-ce qu'on dépense en commun ? Qu'est-ce qu'on ne dépense pas en commun ? Bon, il n'y avait pas d'objectifs... c'était... on flottait, pas de projet collectif, on flottait [...] il faudrait quand même une préparation beaucoup plus longue, se rencontrer, discuter, etc., seulement si ça se faisait comme ça, il faudrait prendre le temps, mais est-ce qu'on a le temps ? (Mme C., 82 ans, ex-habitante d'une colocation de seniors en France)

Que faire ensemble et quelle place garder pour sa vie privée ou pour une vie à l'extérieur de l'habitat collaboratif ? Comment s'entraider au quotidien, sans empiéter sur la vie privée des un-e-s et des autres ? Quelle balance entre privé et commun ? Telle est finalement la question posée à chaque habitant-e. Cette question n'est jamais tranchée de façon définitive et la balance privé/collectif évolue au fil du temps pour chacun-e, pour des raisons qui sont liées à l'évolution de sa vie personnelle, ou bien encore à celle du projet lui-même et de ce qu'il représente dans sa vie.

> Les gens font des choses à l'extérieur de la communauté... beaucoup de gens sont très intégrés dans la ville d'un point de vue politique ou social... ces gens qui pensaient que tout devait être là pour eux dans le cohousing[7] ont réalisé que ce n'était pas possible. (Mme J., 68 ans, habitante d'un ensemble intergénérationnel d'appartements en Angleterre)

Mais au-delà de toutes ces questions à résoudre, et qui doivent l'être au risque de provoquer le retrait des habitant-e-s et donc la fin du projet collectif, les femmes rencontrées soulignent aussi toute la richesse de tels modes d'habiter, favorables au bien vieillir.

> J'ai grandi à la campagne et à la campagne on connaît tout le monde [...] je pense qu'ici c'est un endroit où on peut connaître beaucoup de monde. Même si on ne les fréquente pas, on les connaît, on connaît leurs visages, on les voit dans les couloirs [...] Peut-être que je ne les connais pas, mais j'ai l'impression que je les connais parce qu'ils vivent ici, c'est curieux peut-être mais je me sens en sécurité, très en sécurité, avec tous ces gens autour de moi. Je ne pourrai pas m'imaginer vivre ailleurs. (Mme S., 82 ans, Suède)

7 *Cohousing* pour *collaborative housing* ou habitat collaboratif.

Soulignons que ce « bien vieillir » pourra aussi bien être rattaché aux liens intergénérationnels que l'habitat procure, qu'à la possibilité de s'entraider entre personnes vieillissantes confrontées aux mêmes difficultés, suivant les choix qui ont présidé à la constitution du groupe. La question du grand vieillissement et de la dépendance reste une question ouverte pour les femmes interviewées.

> J'imagine que dans dix ans j'aurais déménagé dans quelque chose où c'est plus facile d'être, quelque chose de plus encadré, où on cuisine pour vous, où on prend soin de vous [...] je ne voudrais pas rester ici si j'ai besoin de plus de soins que je ne peux en donner. (Mme T., 59 ans, habitante d'un ensemble intergénérationnel de maisonnées en Angleterre)

Si cette question n'a pas forcément été pensée dans les habitats intergénérationnels, elle l'a été dans les habitats réservés aux seniors, en particulier aux femmes âgées[8], justifiant par là même l'existence de tels habitats non mixtes du point de vue de l'âge et du genre.

Parvenus au terme de cette exploration des motivations, parcours et formes d'engagement de près d'une cinquantaine de femmes européennes qui initient ou rejoignent des habitats dits « participatifs et solidaires », nous ne saurions évidemment tracer d'elles un portrait de groupe unifié. Pourtant, au-delà de la diversité des femmes rencontrées en termes d'âges[9], de classes sociales d'appartenance, de revenus ou d'expériences de vie, il nous semble possible de proposer une analyse de la présence en nombre dans les projets actuels de femmes approchant ou ayant dépassé l'âge de la retraite et vivant seules, aussi bien que de l'émergence d'un certain nombre de projets portés par elles et qui leur sont exclusivement réservés. Cette analyse considère l'interaction entre les expériences de vie de ces femmes nées après la Seconde Guerre mondiale et les contextes qui leur permettent aujourd'hui d'être des « sujets politiques » (Marques-Pereira et Pfefferkorn, 2011) dans ce champ de l'habitat et de la vieillesse. Ces femmes qui se mobilisent (ou sont aisément mobilisées) autour de la création d'une forme d'habitat dans la vieillesse qui n'existait pas jusqu'alors, constituent ainsi une « classe d'alternative[10] », dont le pouvoir d'agir s'appuie aussi bien sur des expériences d'exclusion

8 Diverses modalités sont envisagées dans les habitats enquêtés, parmi lesquelles la formation aux premiers secours afin de pouvoir aider ses voisines ou encore la mise en place d'un système de référente en cas de déficience mentale de l'une d'entre elles.

9 Pour ce qui est de ce seul critère, rappelons qu'une génération sépare la plus jeune de la plus âgée.

10 Pour reprendre la terminologie de Dagnaud (1981). Pour une appropriation de ce concept dans le domaine de l'habitat participatif voir : Vermeersch, 2008 et D'Orazio, 2014.

réelles ou symboliques, que sur des ressources sociales et culturelles variées. Ces femmes sont en effet susceptibles d'éprouver pour elles-mêmes des processus d'exclusion liés au genre et à l'âge, que résume assez bien par exemple le vocable de la « petite mémé ».

> Ce qui me frappe c'est qu'il n'y a pas d'alternative, ou c'est un corps jeune et alors faut se cramponner à 70, 75 ans pour faire jeune, c'est assez pitoyable, quand on a 70, 77 ans, c'est pas vrai... on peut avoir un corps en bonne santé mais ça n'est pas vrai on n'est pas jeune... Je ne suis pas une jeune femme quoi, c'est ridicule... ou alors d'un seul coup, pouf, on est une petite mémé. (Mme S. membre du projet d'immeuble pour femmes âgées en France)

Mais ces deux facteurs du genre et de l'âge peuvent évidemment venir se combiner à d'autres, tels que l'isolement, la précarité économique, l'orientation sexuelle ou le handicap (Billette et Lavoie, 2010). Dans le même temps, les ressources de ces femmes peuvent aussi être nombreuses, accumulées via des parcours marqués par l'émancipation des rôles assignés traditionnels, l'acquisition de capitaux scolaires ou universitaires, l'exercice d'une profession, l'entrée en militance (Charpentier *et al.*, 2008). Ces ressources leur permettent d'agir, dans un contexte qui pourra paraître favorable. L'heure est en effet au développement de formes de production d'habitat plus soutenables et plus participatives. Surtout, le vieillissement démographique des sociétés européennes et l'impossibilité d'y faire face en appliquant les recettes anciennes (explosion des coûts du maintien à domicile par exemple) contraignent les décideurs publics à accorder plus d'attention à des solutions innovantes portées par les acteurs de terrain et les personnes vieillissantes elles-mêmes.

La période actuelle apparaît donc comme celle d'une transition entre le temps de l'utopie revendicative et créative d'une autre façon d'habiter dans la vieillesse et le temps de son institutionnalisation, qui s'annonce déjà. Considérer d'autres pays que la France, comme nous l'avons fait dans le cadre de notre recherche, permet de constater que cette transition est plus avancée ailleurs : les projets portés par une démarche citoyenne mettent de moins en moins de temps à se concrétiser car ils bénéficient d'un soutien accru des opérateurs classiques du logement et des pouvoirs publics ; quand ils ne sont pas directement initiés par ces acteurs. La question de l'évaluation des « performances » sociales et économiques de ces nouvelles formes d'habitat dans la vieillesse devient un enjeu (Borlogh et Westerheide, 2012), qui pourrait conduire à une certaine homogénéité des projets... mais ne manquera pas à plus long terme d'engendrer de nouvelles critiques et utopies. Le dialogue entre militant-e-s et habitant-e-s est ainsi loin d'être clôt.

Bibliographie

Becker R. (2009), *Frauenwohnprojekte – Keine Utopie!*, Studien Netzwerk Frauenforschung NRW Nr.3, TU Dortmund.

Billette V., Lavoie J.-P. (2010), « Vieillissements, exclusions sociales et solidarités », dans Charpentier M. *et al.*, *Vieillir au pluriel. Perspectives sociales*, Québec, Presses de l'université du Québec, p. 1-22.

Borlogh S., Westerheide P. (2012), « The Impact of Mutual Support Based Housing Projects on the Costs of Care », *Housing Studies*, 27 (5), p. 620-642.

Brenton M. (2013), *Senior Co-housing Communities – An Alternative Approach for the UK?*, Joseph Rowntree Foundation Programme Paper A Better Life.

Bruns P., Bruns W., Böhme R. (2007), *Die Altersrevolution: Wie wir in Zukunft alt werden*, Berlin, Aufbau Verlag.

Cariou E. (2013), « L'habitat participatif en France : évolution du contexte juridique », Colloque international ALTERPROP, Tours, 28-29 octobre 2013.

Carriou C. (2014), « Propriété privée, propriété de soi et sens du collectif. La "coopérative d'habitat Le Grand Portail" à Nanterre (France) », *Espaces et sociétés*, 156-157, p. 213-227.

Charpentier M., Quéniart A., Jacques J. (2008), « Femmes, militance et vieillissement », *Amnis*, 8, http://amnis.revues.org/583, consulté le 23 novembre 2015.

Dagnaud M. (1981), « La classe d'alternative. Réflexion sur les acteurs du changement social dans les sociétés modernes », *Sociologie du travail*, 4, octobre-décembre.

Haber D. (2009), « Gerontology: Adding an Empowerment Paradigm », *Journal of Applied Gerontology*, 28 (3), p. 283-297.

D'Orazio A., (2014), « L'habitat participatif, entre innovation et recyclage. Regard sur des expériences singulières », dans Higelé J.-P., Lhuillier V. (éd.), *L'économie sociale et solidaire face aux défis de l'innovation sociale et du changement de société*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.

Labit A. (2009), « L'habitat solidaire : expériences de femmes vieillissantes », *Revue Multitudes*, 37/38, p. 247-252.

Labit A. (2013a), « L'habitat solidaire intergénérationnel : mythe et réalité en France et en Allemagne », dans Membrado M., Rouyer A. (éd.), *Habiter et Vieillir : vers de nouvelles demeures*, Toulouse, Érès, p. 245-260.

Labit A. (2013b), « Habiter et vieillir en citoyens actifs. Regards croisés France-Suède », *Retraite et Société*, 65, juin 2013, p. 101-120.

Labit A. (2015), « Self-managed co-housing in the context of an ageing population in Europe », *Urban Research & Practice*, 8 (1), p. 32-45.

Lafond M., Honeck T. (éd.) (2012), *CoHousing Cultures. Handbook for Self-Organized, Community-oriented and Sustainable Housing*, Id22, Berlin, Jovis-Verlag.

Marques-Pereira B., Pfefferkorn R. (dir.) (2011), *Genre, politiques sociales et citoyenneté*, Hors-série des *Cahiers du Genre*.

Sangregorio I.-L. (2000), *Collaborative Housing in Sweden*, Swedish Building Research Council.

Van Geertsom J. (dir.) (2006), *Habitat solidaire. Étude sur les possibilités de reconnaissance de l'habitat groupé pour les personnes en précarité sociale*, Habitat et Participation - SUM Research - Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles.

Vermeersch S. (2008), « Changer l'espace pour changer la vie : couches moyennes et habitat », contribution au colloque « Espaces de vie, espaces-enjeux : entre investissements ordinaires et mobilisations politiques », université Rennes 2, 5-7 novembre 2008.

Vestbro D.-U. (éd.) (2010), *Living together – Cohousing Ideas and Realities Around the World*, Proceedings from the international collaborative housing conference, KTH Stockholm, 5-9 mai 2010.